



PREFECTURE REGION AQUITAINE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N ° 36 - JUIN 2014

SOMMAIRE

Administration territoriale de l'Aquitaine

Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR)

Arrêté N °2014153-0002 - du 2 juin 2014 - Arrêté portant suspension temporaire
des transferts des naissains d'huîtres creuses (*Crassostrea Gigas*) de moins d'un
an en provenance du Bassin d'Arcachon

..... 1



PRÉFET DE LA REGION AQUITAINE

ARRÊTÉ du 02 JUIN 2014

**PORTANT SUSPENSION TEMPORAIRE DES TRANSFERTS DES
NAISSAINS D'HUITRES CREUSES (*Crassostrea gigas*) DE
MOINS D'UN AN EN PROVENANCE DU BASSIN D'ARCACHON**

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,
PRÉFET DE LA GIRONDE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU la directive 2006/88/CE du Conseil du 24 octobre 2006 relative aux conditions de police sanitaire applicable aux animaux et aux produits d'aquaculture et relative à la prévention de certaines maladies chez les animaux aquatiques et aux mesures de lutte contre ces maladies ;
- VU le règlement n°1251/2008 de la Commission portant application de la directive 2006/88/CE du Conseil en ce qui concerne les conditions et les exigences de certification applicables à la mise sur le marché et à l'importation dans la communauté d'animaux d'aquaculture et de produits issus de ces animaux et établissant une liste des espèces vectrices ;
- VU le code rural et de la pêche maritime, notamment les livres II et IX ;
- VU la loi n°91-411 du 2 mai 1991, relative à l'organisation professionnelle des pêches maritimes et des élevages marins et à l'organisation de la conchyliculture ;
- VU le décret n°83-228 du 22 mars 1983 modifié, fixant le régime de l'autorisation des exploitations de cultures marines ;
- VU le décret n° 84-428 du 5 juin 1984 relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) ;
- VU le décret n° 89-247 du 14 avril 1989 portant application de l'article 1er de la loi n° 84-608 du 16 juillet 1984 relative à l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 4 novembre 2008 relatif aux conditions de police sanitaire applicables aux animaux et aux produits d'aquaculture et relative à la prévention de certaines maladies chez les animaux aquatiques et aux mesures de lutte contre ces maladies ;
- VU le décret n° 2011-1701 du 30 novembre 2011 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de l'organisation interprofessionnelle de la conchyliculture ;
- VU l'arrêté du 6 novembre 2013 relatif au classement, à la surveillance et à la gestion sanitaire des zones de production et des zones de reparcage de coquillages vivants ;
- VU l'arrêté du 6 novembre 2013 fixant les conditions sanitaires de transfert et de traçabilité des coquillages vivants ;
- VU l'avis de l'IFREMER et du Comité Régional de la Conchyliculture du 27 mai 2014 ;

CONSIDÉRANT la hausse de mortalité des naissains d'huitres creuses (*Crassostrea gigas*) ayant conduit au déclenchement d'alertes du réseau REPAMO (réseau de pathologie des mollusques) de l'IFREMER durant le mois de mai 2014 ainsi que les résultats de l'observatoire RESCO pour le site d'Arcachon ;

CONSIDÉRANT les résultats de l'observatoire des mortalités mis en place par le comité régional conchylicole Arcachon Aquitaine ;

CONSIDÉRANT que les transferts apparaissent comme un facteur important dans l'expansion du phénomène de mortalités massives des naissains, qu'il est, dès lors, pertinent d'éviter de déplacer les lots de naissains malades et d'éviter d'introduire des naissains de moins d'un an très infectés et fortement excréteurs de pathogènes dans une zone non touchée par des surmortalités ;

CONSIDÉRANT que l'isolement par une mesure d'interdiction des sorties de cheptel des naissains d'huîtres creuses (*Crassostrea gigas*) de moins d'un an des secteurs de production ostréicole concernées par des mortalités de naissains et de juvéniles a pour objectif de limiter la propagation des mortalités ;

CONSIDÉRANT que dès la survenue des premiers cas de surmortalité dans une zone, un compartiment, un parc à mollusques, il est nécessaire de mettre en œuvre très rapidement des mesures conservatoires pour empêcher la propagation de cette maladie aux autres zones et que dans ce cas, l'interdiction des transferts d'animaux à partir des zones touchées pendant la période de mortalité massive doit permettre d'éviter ou de limiter la dissémination des agents infectieux ;

CONSIDÉRANT la délibération n°33 du conseil du comité national de la conchyliculture du 28 juin 2011 ;

VU la demande de la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) de Gironde ;

SUR PROPOSITION du directeur interrégional de la mer Sud Atlantique,

A R R Ê T E

ARTICLE 1er : à compter de la date de signature du présent arrêté et jusqu'à nouvel ordre, est définie soumise à restriction de transferts de sortie de naissains d'huîtres creuses de moins d'un an, la zone suivante :

Bassin d'Arcachon

ARTICLE 2 : tout transfert de naissains d'huîtres creuses (*Crassostrea gigas*) de moins d'un an en provenance de la zone définie à l'article 1 est interdit.

ARTICLE 3 : les autorisations de transport de naissains d'huîtres creuses (*Crassostrea gigas*) de moins d'un an en provenance de la zone définie à l'article 1 sont suspendues pendant la durée de l'interdiction.

ARTICLE 4 : il est mis en place un groupe de suivi constitué par l'IFREMER, le comité régional de la conchyliculture Arcachon-Aquitaine, la direction interrégionale de la mer Sud Atlantique, et la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde. Ce groupe est chargé d'expertiser la fin de la période du phénomène des mortalités massive afin de permettre la levée de l'interdiction.

ARTICLE 5 : les infractions au présent arrêté seront réprimées en application des dispositions du code rural et de la pêche maritime.

ARTICLE 6 : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa mise en exécution devant le tribunal administratif de Bordeaux.

ARTICLE 7 : le directeur de cabinet du Préfet de la Gironde, le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur interrégional de la mer, les maires des communes concernées, le directeur des territoires et de la mer de la Gironde, le directeur départemental de la sécurité publique et le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 02 JUIN 2014

le Préfet

Michel DELPUECH

Ampliations :

- ⌘ Ministère de l'Agriculture et de l'agroalimentaire (DGAL)
- ⌘ Ministère de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie (DPMA)
- ⌘ Préfecture de la Gironde
- ⌘ toutes Directions interrégionales de la mer
- ⌘ Agence régionale de santé d'Aquitaine – délégation territoriale de la Gironde
- ⌘ Direction départementale de la protection des populations de la Gironde
- ⌘ Direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde
- ⌘ IFREMER Siège, LGP (La Tremblade), LER d'Arcachon
- ⌘ Comité National de la Conchyliculture
- ⌘ Comité régional de la conchyliculture Arcachon-Aquitaine
- ⌘ DDTM/DML Arcachon
- ⌘ Commissariat de police d'Arcachon
- ⌘ Direction départementale de la sécurité publique
- ⌘ Gendarmerie maritime d'Arcachon
- ⌘ Gendarmerie nationale – groupement de la Gironde
- ⌘ Gendarmerie nationale – brigade nautique d'Arcachon